

# Madachina

**L'Express – Courrier des lecteurs - Sahondra Rabenarivo – 11/02/11**

La Chine semble être venue tardivement à Madagascar, pour des raisons que je ne comprends pas complètement. Peut-être, est-ce parce que nos réserves de pétrole demeurent plutôt hypothétiques, ou que le peu de forêts qui nous reste, même si d'une biodiversité inégalée, n'est pas comparable à la couverture forestière du bassin du fleuve Congo (couvrant les deux Congo, le Gabon, Cameroun, et le nord de l'Angola), ou peut-être que le précédent régime n'était pas suffisamment « du genre » ou suffisamment intéressé à la Chine.

Certes, nous avons vu l'essor de la pacotille dans le quartier de Behoririka, tout comme il semblerait être le cas à l'avenue Général-de-Gaulle à Dakar et dans d'autres métropoles d'Afrique. Pacotille avec avantage de faire croire aux classes plus pauvres que leur pouvoir d'achat s'est amélioré. Et comme nombreux autres pays africains et plus discrètement que le même programme de construction américain, Antananarivo a vu la naissance du bunker-ambassade chinois de Nanisana. Mais contrairement à d'autres pays, la Chinafrique se faisait encore discrète à Madagascar. Il y eut le centre de conférence international d'Ivato et le grand hôtel cinq étoiles, mais la construction de ces édifices semble plus étroitement liée au proche partenariat Union Africaine–Chine, plutôt qu'à un projet véritablement conçu pour Madagascar (la Chine construit la nouvelle tour de la Commission de l'Union Africaine à Addis-Abeba, un cadeau de 150 millions de dollars, et entretient d'excellentes relations avec cette institution en partie à cause de la facilitation de Jean Ping). Ce n'est qu'aujourd'hui que fait véritablement surface la venue de la politique de la Chinafrique à Madagascar... l'esquisse de l'Hôpital à être construit sur la Route Digue est un copier-coller d'hôpitaux déjà construits en Angola (voir site web de Jeune Afrique, édition du 3/9/2010) La perturbation actuellement connue par certains opérateurs pétroliers et miniers semble destinée à satisfaire, à la longue, la « logique du troc » déjà largement répandue sur le continent : infrastructures contre minerais, pétrole, bois et terres. Partout, la Chine construit hôpitaux, stades, chemins de fer, logements sociaux, ministères, routes, barrages, mais jusqu'à présent, Madagascar était plutôt négligé. No more. Mais reculons un petit peu : dans l'imagination populaire, comme dans les articles de presse et la littérature, il y a tendance de faire un amalgame de tout ce qui est « Chine », comme de tout ce qui est « chinois ». Mais il y a relation complexe entre la Chine « officielle », et ce que j'appellerai d'une part le vieil Hong Kong et, d'autre part, le nouveau Hong Kong. A ce que je comprends, quand Hong Kong rejoignit la Chine populaire à la fin du XXe siècle, il a été convenu que la Chine populaire n'interviendrait pas dans la pratique et la réglementation commerciale de Hong Kong (le vieil Hong Kong, basé profondément sur le droit anglais) facilitant en fait par la suite l'utilisation d'écrans pour des investisseurs privés comme étatiques venant de la Chine populaire créant diverses maisons mères hongkongaises qui investiraient en Afrique. Convenablement, quand les sociétés hongkongaises ont un comportement « déplorable » en Afrique, le Ministère des Affaires étrangères de la Chine populaire hausse les épaules et se dit impuissant pour intervenir. L'une d'entre elles, la fameuse China International Fund Ltd, « l'organe le plus mystérieux de tout le dispositif chinois en Afrique », avec qui Madagascar envisage de signer un accord de partenariat.

Toujours est-il, la Chine officielle lança en 1995 une politique d'ouverture vers l'Afrique. Cette politique se base fortement sur un principe de non-interférence dans le cadre d'une coopération gagnante-gagnante. C'est certainement cette Chine qui a négocié le terrain pour son ambassade de Nanisana, et qui a participé aux marchés divers de la Banque Mondiale pour la construction de routes dans différentes régions de Madagascar ainsi que le Palais des Sports et autres. C'est cette Chine qui a conclu le contrat ci-annexé et publié au Journal Officiel pour la construction de l'hôtel d'Ivato et le Centre de Conférence International. Cette Chine officielle, elle, outre les ressources naturelles, cherche surtout à établir un contrepoids conséquent à celui des pays occidentaux, avec les USA en tête, au sein de l'ONU, de l'OMC et contre Taiwan.

Mais le scandale du bois de rose et la récente communication verbale en conseil des ministres de création d'une société holding entre l'Etat malagasy et la société hongkongaise China International Fund Ltd est annonceur de l'autre facette de la Chinafrique, celle qui est moins « officielle » et dont la présence sur notre île se fait plus remarquable. La CIF est spécialiste de construction de tramway, logements sociaux, stades, hôpitaux. Je vous suggère aussi, vivement, la lecture de l'ouvrage Chinafrique (Éditions Grasset & Fasquelle, 2008). On y retrouve un avant goût des jours, mois, années à venir, à commencer avec les « zava-bitra » électoraux. Ci-après un petit extrait (pages 128-129) de l'ouvrage: « Une visite de ces villas occidentales construites par les Chinois pour les Africains s'impose : elle aura lieu quelques jours plus tard

en compagnie du ministre. Sur place, une banderole jaune explique pourquoi il s'y intéresse tant. On peut y lire : "L'ambition de faire pour vous – Votez N'Silou". Car le ministre a reçu du président une autre mission que celle d'améliorer l'habitat des Congolais : se faire élire député dans la circonscription de Bacongo. La tâche est rude parce que le quartier est un fief de l'ancien premier ministre et ancien leader des rebelles... Le chantier de villas, que les Chinois sont priés de terminer dare-dare, joue donc un rôle central dans la bataille électorale. La centaine de familles qui habitaient des gourbis sur le terrain et qui ont dû partir ont été généreusement indemnisés, cela fait autant d'alliés. Comme le projet doit s'étendre jusqu'au fleuve, avec une centaine de villas supplémentaires, les occupants des terrains alentour attendent également leur compensation : ils ne voteront pas pour l'opposition. .... Et depuis quelques jours, tout ce petit monde transporte des jerricans de fabrication chinoise marqués "dons de N'Silou" dans des brouettes de fabrication marquées "don de N'Silou", qu'ils remplissent d'eau au forage creusé par les ouvriers chinois sur le terrain des villas, mais accessible au public, grâce à une modification du tracé de la barrière métallique. Au dessus du forage, un grand panneau proclame : "don personnel (!) de N'Silou avant la campagne électorale pour soulager les familles et stopper les noyades des enfants au fleuve. Votez N'Silou." »

Dire que les Chinois approuvent de la manipulation électorale des infrastructures qu'ils construisent serait aller trop loin, mais ils ont une grande tolérance, c'est indéniable, pour les régimes autoritaires (Soudan, Zimbabwe) et non démocratiques (Cameroun, Sénégal, Algérie, RDC). Le besoin vital en matières premières est leur premier souci, pas les droits de l'homme ou la bonne gouvernance. Du côté des politiciens bénéficiaires, c'est une situation idéale. On argumente souvent l'efficacité du concret chinois au lieu des valeurs intangibles de démocratie et de droits de l'homme des États occidentaux. Vu notre besoin vital à nous de plus d'infrastructures, cet argument a tendance à être convaincant. Mais toujours est-il qu'on nous dit que le « tolona » était pour une meilleure gouvernance, pour que les dirigeants rendent compte aux dirigés. Au lieu de rejeter les infrastructures des chinois, nous devrions être prêts à les accepter, mais sous d'importantes conditions : la transparence concernant le prix payé : il s'agit de quoi comme troc : vote aux Nations Unies, surtout contre Taiwan et peut-être maintenant contre la France ? Gisements pétroliers et miniers de qui, retirés de leurs ayants-droits sous quelles conditions et offerts aux chinois sous quelles conditions ? Concession forestière de quelle volume de mètres cubes de bois précieux ? Terrains fonciers de combien d'hectares ? Et nombre de visas de séjour pour combien de milliers de travailleurs chinois en nos terres ? Il faudrait commencer par une transparence totale concernant le CIF, à commencer par publication des projets concédés, la ratification par loi de ces concessions, la publication de la loi comme dans le cas de l'hôtel 5 étoiles, et un engagement de ne pas convertir ces infrastructures en « zava-bitá » électoral, car après tout, le « zava-bitá » n'a pas été gratuit, nous, malgaches, l'avons tous payé, sacrifié, et pas forcément avec notre consentement.

Source : <http://www.lexpressmada.com/1795-courrier-des-lecteurs/madachina.html>